



Résumé d'entrevue de l'étape 1: Kenny Chiu

Kenny Chiu, ancien député de Steveston-Richmond East (Parti conservateur du Canada), a été interviewé par des avocats de la Commission le 26 février 2024.

Notes au lecteur

- Les avocats de la commission ont fourni des notes explicatives entre crochets pour aider le lecteur.
- Ce résumé contient des informations relatives aux divisions (a)(i)(A) et (B) du mandat de la Commission. Les informations fournies au cours des entrevues qui ont trait à d'autres aspects du mandat de la commission ont été omises du présent résumé, mais pourraient être présentées par la commission à un stade ultérieur de ses travaux.

1. Contexte

- [1] Dans les années 1950, le père de M. Chiu a fui la Chine continentale et s'est installé à Hong Kong. Sa mère est née près de Pékin et a grandi à Shanghai. M. Chiu est né à Hong Kong.
- [2] M. Chiu parle couramment le cantonais, le mandarin et l'anglais. Le cantonais est sa première langue; le mandarin et l'anglais sont ses deuxièmes langues.
- [3] En 1982, M. Chiu a quitté Hong Kong pour Winnipeg, au Manitoba, afin de terminer sa douzième année en tant qu'étudiant étranger.
- [4] Après l'école secondaire, il s'est installé à Saskatoon et a étudié à l'Université de la Saskatchewan, où il a obtenu un diplôme d'ingénieur en sciences informatiques en 1987.
- [5] Il est retourné vivre à Hong Kong après avoir obtenu un baccalauréat en ingénierie en 1987. Il a obtenu un visa de résident permanent canadien en 1989 et est revenu à Saskatoon avec ses parents, où il a travaillé comme ingénieur en informatique.

[6] En 1992, il s'est installé à Richmond pour son travail.

2. Premiers engagements politiques

[7] Au milieu des années 1990, M. Chiu a adhéré au Parti réformiste du Canada. Il a commencé à faire du bénévolat pour l'Association de la circonscription de Richmond du Parti réformiste à titre d'agent financier. Depuis lors, M. Chiu a été membre d'un parti politique conservateur sous une forme ou une autre, pour finir à l'actuel **Parti conservateur du Canada (« PCC »)**.

[8] Lors des élections fédérales de 2000, il a été directeur de campagne pour Joe Peschisolido, qui a remporté la circonscription de Richmond pour l'Alliance canadienne.

[9] Pendant les années 2000, M. Chiu a fréquemment été commentateur en langues mandarine et en cantonaise dans les médias télévisuels et radiophoniques de la Colombie-Britannique. Il présentait un point de vue conservateur et critiquait parfois les politiques de la **République populaire de Chine (« RPC »)**.

[10] M. Chiu s'est porté candidat pour la première fois en 2011 en tant qu'administrateur du conseil scolaire de Richmond. Il a occupé ce poste de 2011 à 2014.

[11] Dès qu'il est devenu une personnalité publique, M. Chiu a commencé à recevoir le soutien et les encouragements d'organisations sino-canadiennes. Par exemple, en 2011, la **Canadian Alliance of Chinese Associations (« CACA »)**¹ lui a remis une plaque et l'a invité à une cérémonie pour le féliciter de son élection au conseil scolaire. Les dirigeants de la CACA ont déclaré qu'ils contribueraient à le faire connaître au sein de la communauté sino-canadienne.

[12] Après l'élection de M. Chiu en tant qu'administrateur, le Consulat général de la RPC à Vancouver l'a également contacté. Toutefois, dès lors que son mandat eut pris fin, il n'était plus invité aux événements par le consulat de Vancouver et tout contact a été rompu avec lui, à une exception près (voir ci-dessous).

¹ La Canadian Alliance of Chinese Associations est une organisation qui chapeaute les associations communautaires et de bienfaisance sino-canadiennes.

3. La circonscription électorale de Steveston–Richmond East

- [13] Richmond compte des immigrants des Pays-Bas, du Japon, de l'Ukraine, de la Chine continentale, de Hong Kong, de l'Inde et des Philippines, entre autres. C'est une ville très diversifiée sur le plan ethnique. Elle est également diversifiée sur le plan géographique. Les secteurs de l'industrie en présence sont la pêche, l'agriculture, la haute technologie, le commerce de détail, l'entreposage et les activités industrielles.
- [14] On y retrouve des petites entreprises canadiennes d'origine chinoise qui se soucient de la fiscalité et de la baisse de la criminalité. « La loi et l'ordre » sont importants pour elles. En outre, de nombreuses personnes de la région ont besoin d'aide en matière d'immigration.

4. Candidat au PCC dans la circonscription de Steveston–Richmond-East en 2015

- [15] M. Chiu s'est présenté comme candidat du PCC dans Steveston–Richmond-East en 2015. Élu sans opposition à l'investiture du PCC pour Steveston–Richmond-East, il a perdu face à Joe Peschisolido, qui s'est présenté pour le Parti libéral.
- [16] Il a surtout fait campagne dans la communauté de langue cantonaise. Il était moins connu dans la communauté de Chine continentale, mais il était soutenu par les dirigeants de la CACA et de la **Canadian Community Service Association (« CCSA »)**².

5. Réunion avec le Consulat général de la RPC

- [17] Fin 2018 ou début 2019, M. Chiu a rencontré la consule générale de la RPC à Vancouver, Liu Fei. Il lui a dit que la RPC aurait dû poursuivre l'approche de Deng Xiaoping, qui consistait pour la Chine à faire profil bas sur la scène internationale, à s'ouvrir à l'Occident et à jeter des ponts avec des démocraties occidentales comme le

² Comme la CACA, la Canadian Community Service Association est une organisation qui chapeaute des associations de bienfaisance et d'amitié sino-canadiennes.

Canada. Il s'est montré critique à l'égard de certaines actions de la RPC. Ce fut sa seule rencontre avec la consule générale.

6. L'élection fédérale de 2019

- [18] Après avoir remporté la course à l'investiture, M. Chiu a battu le député sortant Joe Peschisolido, cette fois lors de l'élection de 2019.
- [19] Bien qu'en 2019 il se soit inquiété de la position de la Chine à l'égard de Hong Kong, il n'a pas mis Hong Kong au premier plan de sa campagne ni de son programme. Il estimait qu'il y avait des problèmes bien plus importants à régler au Canada. Toutefois, s'il n'a pas critiqué activement la politique de la RPC à l'égard de Hong Kong pendant l'élection, il a fait part de son point de vue sur cette question lorsqu'il a été interrogé à ce sujet.
- [20] M. Chiu a fait du porte-à-porte cinq à sept jours par semaine. Des bénévoles ont également fait du porte-à-porte pour lui. Son expérience a été très positive. Les gens se sont rendu compte qu'il parlait leur langue et qu'il comprenait leurs problèmes. De nombreuses personnes ont fait des dons et ont installé une pancarte sur leur pelouse.
- [21] D'une manière générale, il n'a pas ressenti de différence d'attitude ou de traitement de la part des gens avec qui il s'est entretenu à leur résidence ou dans les médias en 2019 par rapport à 2015. Il a été invité à s'exprimer dans les médias de langue chinoise et a bénéficié de la même exposition et du même traitement que les autres partis politiques enregistrés.
- [22] M. Chiu a déclaré qu'il n'avait pas reçu autant de dons ou d'autres formes de soutien de la part de la communauté canadienne d'origine chinoise qu'en 2015. Pour l'essentiel, les dirigeants de la communauté chinoise continentale du Canada le tenaient désormais à l'écart. Il n'était plus invité aux barbecues de la CACA, de la CCSA ou des associations communautaires ou de bienfaisance sino-canadiennes.
- [23] Il a également vu certains messages négatifs sur les réseaux sociaux à son sujet. Il a donné l'exemple d'une capture d'écran prise sur un fil de discussion sur WeChat le critiquant.

7. Événements après l'élection de 2019

8.1 Voyage à Hong Kong

- [24] Le lendemain du jour où il a prêté serment comme député fédéral en 2019, il s'est envolé pour Hong Kong en tant qu'observateur international invité pour les élections du Conseil de district de Hong Kong.
- [25] À son retour au Canada, les gens ont commencé à lui demander pourquoi il soutenait les « émeutiers » de Hong Kong. L'un des principaux organisateurs de sa campagne lui a dit qu'un de ses bénévoles avait demandé pourquoi M. Chiu soutenait les « émeutiers » et qu'il ne ferait plus de bénévolat pour lui.

8.2 La RPC dans le collimateur du Parlement

- [26] Après les élections de 2019, des questions concernant la RPC ont été soulevées au Parlement, notamment par Michael Chong, député du PCC pour Wellington–Halton Hills, qui a déposé le 22 février 2021 une motion à la Chambre des communes sur le traitement réservé par la Chine à sa minorité ouïghoure (la « motion »). La motion affirmait que la RPC se livrait à des actions qui s'apparentaient à un génocide et appelait le Comité international olympique à désigner une autre ville que Pékin pour la tenue des Jeux de 2022 si le gouvernement chinois poursuivait dans cette voie. La motion enjoignait également au gouvernement du Canada d'adopter officiellement cette position. La motion a été adoptée.
- [27] En février 2021, Erin O'Toole, chef du PCC, a nommé M. Chiu vice-président du sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.
- [28] Lorsque M. Chiu s'est joint au sous-comité, celui-ci avait déjà terminé son étude sur la situation des droits des Ouïghours au Xinjiang, en Chine, mais n'avait pas encore publié de rapport. À la suggestion de M. Chiu, le sous-comité a par la suite publié son rapport en anglais, en français et en mandarin (**le « rapport sur les Ouïghours »**).

- [29] Le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes a présenté son rapport sur les Ouïghours à la Chambre des communes le 12 mars 2021. Ce rapport conclut que les atrocités commises à l'encontre des Ouïghours et d'autres musulmans turcs au Xinjiang constituent des crimes contre l'humanité et un génocide au sens de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* de 1948.
- [30] Le 27 mars 2021, la RPC a sanctionné le sous-comité collectivement et Michael Chong à titre individuel. Selon M. Chiu, cette décision signifiait qu'en tant que membre du sous-comité, il risquait d'être arrêté ou de disparaître s'il se rendait en Chine, même s'il n'avait pas été nommé par la RPC à titre individuel.

8.3 Le registre des agents d'influence étrangers

- [31] Le 13 avril 2021, M. Chiu a présenté le projet de loi C-282, *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, à la Chambre des communes³. D'initiative parlementaire, ce projet de loi était coparrainé par le porte-parole du PCC en matière de sécurité nationale. Il visait à créer un registre des agents d'influence étrangers, mais n'a pas passé le stade de la deuxième lecture.
- [32] Les travaux sur le projet de loi ont commencé en 2020, lorsque M. Chiu a demandé à son équipe d'examiner la *Foreign Agents Registration Act* (loi américaine sur l'enregistrement des agents étrangers ou FARA), qui exige l'enregistrement des lobbyistes étrangers aux États-Unis. Plus tard en 2020, il a demandé à son équipe de se pencher sur le modèle de l'Australie, le système australien ressemblant beaucoup plus à celui du Canada.
- [33] L'objectif de M. Chiu avec ce registre était d'assurer la transparence des tentatives de lobbying politique au Canada par des États étrangers. Le projet de loi ne portait pas atteinte au droit ni à la liberté d'une personne de faire la promotion d'une cause politique, mais exigeait l'enregistrement de ces activités si elles sont menées pour le compte d'un État étranger. Le projet de loi C-282 ne mentionnait aucun pays en particulier.

³ Projet de loi C-282, *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*.

- [34] En tant que député, M. Chiu a régulièrement sollicité l'avis de ses électeurs. Après avoir présenté le projet de loi C-282, il a reçu quelques messages l'accusant de racisme et de sentiments anti-Chine, mais dans le contexte de tous les commentaires qu'il a reçus, ceux-ci n'ont pas semblé sortir de l'ordinaire.
- [35] Environ un mois après avoir déposé le projet de loi C-282, il a entendu des rumeurs concernant un récit circulant sur des fils de discussion en langue chinoise selon lequel il était contre la Chine et anti-Chinois.

8. L'élection fédérale de 2021

- [36] Vingt-trois mois après l'élection de 2019, M. Chiu a perdu sa circonscription au profit du candidat du Parti libéral, Parm Bains. Entre les élections de 2019 et de 2021, sa part des voix a diminué de huit points de pourcentage, ce qui est contraire aux tendances observées dans l'ensemble du pays, qui montrent une augmentation du nombre total de voix pour le PCC.
- [37] M. Bains, qui a remporté l'élection, n'est pas d'origine chinoise et, selon M. Chiu, il n'avait aucun lien avec la communauté sino-canadienne de Steveston–Richmond East.

9.1 L'ingérence étrangère comme facteur de la défaite électorale de M. Chiu

- [38] M. Chiu affirme que l'ingérence étrangère de la Chine a joué un rôle important dans sa défaite de 2021. Les médias sociaux en langue chinoise l'ont qualifié de « traître à la race » et de partisan de la suprématie blanche. Des articles faisant autorité à son sujet et circulant sur les médias sociaux en langue chinoise affirmaient qu'il était anti-Chine et que s'il était élu, la discrimination à l'encontre des Canadiens d'origine chinoise s'intensifierait.
- [39] Selon M. Chiu, la RPC a au moins interféré par omission. Il entend par là que, parce que la RPC voulait qu'il perde les élections, elle n'a pris aucune mesure pour réduire ou éliminer la désinformation qui s'est répandue sur les médias sociaux en langue chinoise à son sujet. Le gouvernement chinois contrôle les médias sociaux en Chine et aurait donc pu, selon M. Chiu, mettre un terme à la désinformation s'il l'avait souhaité.

- [40] Cependant, M. Chiu affirme qu'il est probable que la RPC soit allée plus loin et qu'elle ait délibérément dénaturé ou falsifié des récits concernant : (1) les effets du projet de loi C-282; (2) les intentions de M. Chiu en ce qui concerne la création d'un registre des agents d'influence étrangers; et (3) Erin O'Toole en tant que présumé raciste.
- [41] Bien que l'ingérence étrangère de la Chine ait joué un rôle notable dans sa défaite électorale, M. Chiu reconnaît qu'elle n'était pas seule en cause. D'autres facteurs ont probablement contribué au résultat. L'élection s'est déroulée dans un climat de forte polarisation politique après la pandémie, notamment en ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la COVID-19 et le sentiment anti-asiatique qui prévalait à ce moment-là. Le chef de son parti était étiqueté comme un Blanc qui détestait les Chinois et qui s'en prenait à la Chine. En outre, en raison des inquiétudes suscitées par la COVID-19, il y a eu moins de porte-à-porte pendant la campagne et le taux de participation aux élections a été globalement plus faible.

9.2 L'expérience de campagne de M. Chiu sur le terrain

- [42] Pendant la campagne électorale, les sondages ont montré que M. Chiu était en tête, mais, selon lui, il recevait des commentaires négatifs de la part de ses électeurs par rapport à 2019. Les personnes qui, 22 mois auparavant, se montraient réceptives à son message étaient maintenant en colère contre lui lorsque lui et ses bénévoles frappaient à leur porte. Les personnes qui avaient installé une pancarte sur leur pelouse en 2019 ne lui adressaient même pas la parole. Les gens lui fermaient la porte au nez. La réponse globale était un refus de dialoguer avec lui. Il y a également eu moins de personnes d'origine chinoise continentale qui se sont portées volontaires pour sa campagne.

9.3 Mésinformation et désinformation concernant M. Chiu et le PCC

- [43] La plupart des membres de l'équipe de campagne de M. Chiu ne parlant ni cantonais ni mandarin, ils n'ont pas été immédiatement informés des messages basés sur la mésinformation et la désinformation qui circulaient à son sujet sur les médias sociaux. M. Chiu a fini par en apprendre l'existence à un stade avancé de la campagne, lorsque ses bénévoles ont pris des captures d'écran des messages et les lui ont envoyées.

- [44] Outre les messages sur les médias sociaux, un article anonyme a été publié dans un journal de langue chinoise basé à Toronto, le *Today Commercial News*, qui contenait des informations fausses à son sujet⁴. L'article indiquait qu'il avait présenté le projet de loi C-282 pour supprimer la voix de la communauté sino-canadienne. M. Chiu affirme que cet article a été diffusé au sein de la communauté sino-canadienne à un moment où les craintes étaient déjà nombreuses en raison de la montée des sentiments anti-asiatiques associée à la pandémie de COVID-19. Le *Today Commercial News* ne s'est pas entretenu avec lui avant ni après la publication de l'article.
- [45] Lorsqu'il a pris connaissance de ces tentatives de mésinformation et de désinformation à son sujet en septembre 2021, lui et son directeur de campagne ont tenté de réagir en lançant une campagne éclair dans les médias pour rétablir la vérité. Toutefois, ses messages n'ont pas été repris ni diffusés par les médias de langue chinoise. En fin de compte, ses efforts n'ont pas permis de contrer le discours négatif qui circulait à son sujet au sein de la communauté sino-canadienne de sa circonscription.

9.4 Tentatives de lutte contre la mésinformation et la désinformation

- [46] Les responsables de la campagne de M. Chiu ont publié des vidéos sur YouTube, en cantonais et en mandarin, pour tenter de contrer l'idée qu'il était contre la Chine et qu'il essayait de supprimer la voix de la communauté chinoise du Canada. Ces vidéos n'ont pas été beaucoup visionnées⁵.
- [47] M. Chiu a tenu une conférence de presse en chinois, mais seule Fairchild TV [une chaîne canadienne spécialisée diffusant en cantonais] y a assisté, et il ne sait pas si elle a rapporté ce qu'il a dit alors.
- [48] Il a contacté à plusieurs reprises tous les médias en langue chinoise. Non seulement ils ne sont pas venus à sa conférence de presse (à l'exception de Fairchild TV), mais, selon M. Chiu, ils ne l'ont pas même couvert pendant sa campagne électorale.

⁴ *Today Commercial News*, « Conservative MP Chiu introduced the Registration of Foreign Forces Bill to Suppress the Chinese Community », 9 septembre 2021.

⁵ Voir <https://youtu.be/Q5OHtBMvf7g> et https://youtu.be/E_MHH6-1Zyw.

- [49] Bien que M. Chiu ait décrit la façon dont les médias l'ont évité pendant la campagne, il a déclaré qu'un changement d'attitude à son égard avait commencé à se manifester aux alentours de février 2020, lorsqu'il a cessé de recevoir des invitations à faire des commentaires sur AM1320 ou le réseau Fairchild (télévision et radio). Il s'agissait pourtant de médias sur lesquels il avait été fréquemment invité à s'exprimer. En février 2020, des personnes autrefois inconnues ont remplacé les commentateurs politiques de longue date sur les ondes de Fairchild.
- [50] Le traitement réservé à M. Chiu par les médias de langue chinoise était différent de celui dont a fait l'objet son adversaire du parti libéral. Par exemple, son adversaire a bénéficié d'une interview en studio et d'un portrait sur la radio chinoise de Vancouver. M. Chiu n'a jamais fait l'objet d'un portrait, même si l'un des cofondateurs de la station le connaissait et disposait de ses coordonnées personnelles.
- [51] L'un des contacts de M. Chiu à AM1320 lui a dit que le propriétaire de cette station avait donné pour instruction au personnel de ne pas mentionner M. Chiu de manière positive ou de ne pas l'inviter aux émissions.
- [52] Comme il n'obtenait aucune visibilité dans les médias en langue chinoise, il s'est tourné vers les médias en langue anglaise, qui ont alors relayé l'histoire de mésinformation/ désinformation.
- [53] Selon M. Chiu, les organisations communautaires comme la CACA et le CCSA l'ont également évité. Il n'a plus reçu d'invitations pour assister aux réunions avec ces organisations ou leurs dirigeants. Les personnes qui le soutenaient auparavant refusaient de prendre ses appels, ne répondaient pas à ses messages et ne voulaient pas le rencontrer.
- [54] Malgré tout, M. Chiu et Alice Wong, candidate sortante du PCC dans la circonscription de Richmond, ont réussi à organiser une réunion en septembre avec des personnes âgées influentes parlant mandarin dans la communauté sino-canadienne de Richmond. La réunion a eu lieu 7 à 10 jours avant les élections et a duré plusieurs heures.
- [55] Au début de la réunion, ces personnes étaient très effrayées et émotive, disant qu'elles et leur famille seraient victimes de discrimination à cause du projet de loi C-

282, parce que M. O'Toole était raciste et parce que M. O'Toole et M. Chiu étaient contre la Chine.

[56] M. Chiu a expliqué en mandarin que le chef du PCC avait l'intention de protéger les Canadiens contre les attaques étrangères et de défendre les valeurs canadiennes sur la scène internationale. Il leur a parlé de ses profondes racines culturelles chinoises et du fait qu'il se considérait comme une personne d'origine chinoise. M. Chiu a eu le sentiment d'avoir fait passer son message aux personnes âgées. Après leur départ, il se souvient avoir dit à M^{me} Wong que tout irait bien et qu'il ne fallait pas s'inquiéter de ce qu'ils considéraient comme des campagnes de mésinformation/désinformation à leur rencontre.

[57] Un ou deux jours seulement après cette rencontre, des gens ont commencé à lui envoyer des photos des mêmes personnes âgées que lui et M^{me} Wong avaient rencontrées, se tenant debout à côté de l'adversaire de M. Chiu au sein du parti libéral, dans le bureau de campagne de l'opposant. M. Chiu a été choqué. À partir de ce moment-là, la personne qui avait aidé M. Chiu à organiser la réunion, un professeur à la retraite qui a enseigné en RPC et qui, d'après ce que M. Chiu sait, perçoit une pension de la RPC, n'a plus répondu à ses appels, à ses textos ni à quelque autre message transmis par des intermédiaires, même si elle avait auparavant apporté son soutien à sa candidature.

[58] M. Chiu trouve étrange que des personnes ayant des valeurs conservatrices comme lui et qui l'ont largement soutenu lors des élections de 2019 décident d'appuyer en 2021, moins de deux ans plus tard, un candidat qu'ils ne connaissent pas et qui appartient à un parti politique aux valeurs moins conservatrices.

9.5 Signalement du problème

[59] Début septembre, la direction de la campagne de M. Chiu a porté le problème de mésinformation/désinformation à l'attention de la campagne centrale du PCC. Après l'élection, M. Chiu a appris que l'un des représentants du PCC [Walied Soliman] ayant participé durant la période électorale aux réunions du **Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections**

(« **MSRE** ») avait bien soulevé ce problème, mais n'avait pas reçu de réponse. Le Groupe de travail MSRE n'a pas communiqué avec M. Chiu.

[60] Pendant la campagne électorale, M. Chiu a signalé le problème au **Service canadien du renseignement de sécurité (« SCRS »)** et lui a demandé de l'aide. Le SCRS ne lui a rien dit et ne lui a prêté aucun soutien. Le SCRS a bien demandé des copies imprimées des captures d'écran illustrant la mésinformation/désinformation, mais M. Chiu n'a plus jamais entendu parler du SCRS pendant les élections ni par la suite, jusqu'à ce qu'il assiste à une séance d'information du SCRS à l'automne 2023.

9.6 Aucun autre contact avec les organismes gouvernementaux chargés de la sécurité nationale ou de l'intégrité des élections

[61] À part le fait que M. Chiu a contacté le SCRS, il n'a eu aucun contact direct avec un organisme gouvernemental quelconque chargé de la sécurité nationale ou de l'intégrité des élections au cours de la période électorale. MSRE n'a pas communiqué avec lui. Il n'a pas non plus été contacté par Élections Canada ni par le groupe de cinq experts chargés de la mise en œuvre du Protocole public en cas d'incident électoral majeur pendant les élections fédérales.

9. Plainte auprès du commissaire aux élections fédérales

[62] Le **Commissaire aux élections fédérales (« CEF »)** a bien reçu une plainte concernant l'ingérence étrangère dans la campagne de M. Chiu, mais il n'a pas déposé cette plainte et ignore qui en est l'auteur. M. Chiu croit savoir que le CEF est en train d'enquêter sur cette plainte.

10. Ingérence étrangère dans les élections

[63] M. Chiu estime que l'ingérence étrangère est quotidienne au Canada. Pendant les campagnes électorales, de telles activités sont coordonnées et organisées.

[64] La CACA et la CCSA utilisent leurs organisations membres pour promouvoir les récits que la RPC veut faire croire à propos de la Chine. Par exemple, la CACA a acheté des

pages entières de publicité dans des journaux canadiens de langue chinoise pour célébrer l'adoption par la RPC de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong. M. Chiu se demande si la Chine finance de tels efforts, étant donné le coût de l'achat d'un tel espace publicitaire.

[65] M. Chu pense également que l'ingérence étrangère dans les élections canadiennes se produit par le biais du contrôle et de l'influence de la RPC sur les médias en langue chinoise. Cette ingérence a commencé avant les élections de 2021 et se poursuit de nos jours.

11. Le discours politique au Parlement à l'approche des élections de 2021

[66] M. Chiu s'inquiète de la politisation des allégations d'ingérence étrangère. Par exemple, il se souvient qu'à la Chambre des communes, lors de la 43^e législature, certains députés conservateurs, dont il faisait partie, ont soulevé des préoccupations concernant la Chine, notamment sur son refus de fournir des équipements de protection individuelle lors de la pandémie de COVID-19 et la controverse entourant le laboratoire de microbiologie de Winnipeg. Selon M. Chiu, les députés conservateurs ont été taxés de racisme lorsqu'ils ont fait part de leurs préoccupations concernant la Chine. M. Chiu s'est senti personnellement insulté par ces propos.

[67] M. Chiu a fait remarquer que d'accuser ses opposants d'entretenir des sentiments anti-Chine ou racistes est une tactique employée par la RPC dans le monde entier en réponse aux critiques. Il s'inquiète du fait que les opposants politiques ont commencé à perpétuer de faux récits et à utiliser les mêmes armes que la RPC, créant ainsi un terreau fertile pour les campagnes de désinformation/mésinformation menées par la RPC. Selon M. Chiu, c'est ce qui s'est passé lors des élections de 2021.